

Diplomatie du Saint-Siège et chrétiens d'Orient



Antoine FLEYPÉL
Université catholique de Lille

INTRODUCTION

Il n'est pas aisé de parler de la diplomatie du Saint-Siège en raison de plusieurs considérations. Non seulement est-elle l'une des diplomaties les plus anciennes du monde, mais en plus, elle cultive le secret et la discrétion. Ses actions, singulières au monde en raison de son statut particulier, ne ressemblent en rien à celles des autres diplomaties qui ont des territoires et des intérêts économiques à défendre. De plus, la complexité de l'appareil vaticanaise et l'imbrication des institutions différentes, l'Église catholique, le Vatican et le Saint-Siège, compliquent la donne.

Pourtant, la diplomatie du Saint-Siège n'est pas des moindres actuellement. Au contraire, elle n'a jamais été aussi puissante et reconnue, représentant la seule religion du monde à posséder un État. Ses interventions couvrent tous les continents, en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient ou aux Philippines. Néanmoins, l'action en faveur des chrétiens d'Orient représente une clef de voûte pour la diplomatie du Saint-Siège.

Cet article se propose deux objectifs : expliquer la nature de la diplomatie du Saint-Siège, et mettre en lumière ses interventions en faveur des chrétiens d'Orient.

1- Nature et fonctionnement de l'action diplomatique du Saint-Siège

Église catholique, Saint-Siège et État de la Cité du Vatican

Il est actuellement courant d'utiliser, notamment dans les milieux médiatiques, le terme « Vatican » pour désigner l'action diplomatique du Saint-Siège, la gouvernance de l'Église catholique et l'État de la Cité du Vatican. Si cet usage n'est pas tout à fait erroné, il reste porteur de certaines imprécisions et confusions qu'il est nécessaire de clarifier.

Le pape unit en sa personne trois fonctions différentes : il est le primat de l'Église catholique avec juridiction sur « les pasteurs de tout rang et de tout rite et les fidèles, chacun séparément ou tous ensemble¹», le monarque absolu de l'État du Vatican et le chef du Saint-Siège² qui a un statut de sujet souverain de droit international. Cependant, même si une seule et même personne jouit de ces trois pouvoirs, il est nécessaire de distinguer l'Église catholique du Saint-Siège et de l'État de la Cité du Vatican.

Si l'Église catholique est la communauté des baptisés ayant comme pasteur suprême l'évêque de Rome, le Saint-Siège est l'incarnation du pouvoir spirituel de cette Église³, de la souveraineté abstraite qu'a le pape sur plus d'un milliard de catholiques à travers le monde. Quant à l'État de la Cité du Vatican, qui est une monarchie élective absolue, une théocratie (dont le monarque est élu, non par ses habitants, mais par des cardinaux ayant d'autres nationalités), il est le support territorial du Saint-Siège – sa représentation temporelle –, peuplé de presque 900 habitants pour une superficie de 0,44 km². Effectivement, les accords du Latran⁴ (1929) avaient mis fin à la « Question romaine⁵ », reconnu la souveraineté du Saint-Siège et lui avaient créé un support territorial, l'État de la Cité du Vatican. Celui-ci

1 - « Constitution dogmatique *Pastor Æternus* », in *Concile Vatican I*, 1870, chap. 3.

2 - Dans son sens le plus général, on entend par Saint-Siège l'Église de Rome fondée par Pierre et Paul.

3 - « Sous le nom de Siège Apostolique ou de Saint-Siège, on entend dans le présent Code, non seulement le Pontife romain, mais encore, à moins que la nature des choses ou le contexte ne laisse comprendre autrement, la Secrétairerie d'État, le Conseil pour les affaires publiques de l'Église et les autres Instituts de la Curie Romaine » (CIC, Canon 360).

4 - Dans les accords du Latran, « L'Italie reconnaît la souveraineté du Saint-Siège dans le domaine international comme domaine inhérent à sa nature, conformément à sa tradition et aux exigences de sa mission dans le monde » (Art. II).

5 - Controverse politique sur le statut de Rome qui était le siège du pouvoir temporel du pape, mais aussi la capitale du Royaume d'Italie. Cette controverse a duré de 1870 (annexion de Rome par Victor-Emmanuel II) jusqu'aux accords du Latran signés le 11 février 1929 par Mussolini et Pie XI.

existe pour assurer au Saint-Siège une indépendance réelle et visible dans son gouvernement de l'Église universelle et dans ses activités.

Cependant, ce n'est pas avec l'État de la Cité du Vatican que les États entretiennent des liens diplomatiques, mais avec le Saint-Siège qui est sujet de droit international, qui siège au sein de certaines organisations internationales⁶ et qui possède à l'Organisation des Nations unies (ONU) le statut d'observateur permanent. Tous les ambassadeurs des États sont accrédités près le Saint-Siège et non auprès de l'État de la Cité du Vatican. Si le latin est la langue de l'Église catholique et la langue juridique de l'État, l'italien est la langue véhiculaire de l'État de la Cité du Vatican, l'allemand la langue des gardes suisses et le français la langue diplomatique du Saint-Siège.

La diplomatie du Saint-Siège a des sources lointaines qui la ramènent au premier millénaire, lorsque les papes envoyaient leurs légats vers les différents royaumes de la chrétienté afin de mener des négociations d'ordre international. Le Saint-Siège adapta sa diplomatie, au XVI^e siècle, à l'émergence de l'État-nation : les premières nonciatures apparurent. Depuis les accords du Latran, son rôle diplomatique international est pleinement reconnu et il a un statut égal à celui des autres États. Il est actuellement la seule autorité religieuse ayant un tel statut légal international.

Une puissance diplomatique « soft »

La négociation internationale menée par l'Église catholique est l'activité diplomatique du Saint-Siège. Cependant, l'activité de cette diplomatie est d'une nature différente que celle des activités diplomatiques des États, notamment des puissances occidentales, pour les raisons suivantes :

- Les nonces apostoliques (ambassadeurs du Saint-Siège) sont, avant tout, les représentants de l'Église catholique plus que d'un territoire.
- Le Saint-Siège n'est pas une puissance temporelle⁷ ou géopolitique, mais une puissance spirituelle et morale.

6 - Comme l'Agence internationale de l'énergie atomique ou l'Union postale universelle.

7 - Lorsque le pape avait fait parvenir à Staline sa demande de respecter les libertés religieuses sur les territoires européens que l'armée rouge occupait, celui-ci aurait répondu : « Le pape, combien de divisions ? ». Lorsqu'il apprit la mort de Staline, Pie XII aurait dit, en 1953 : « Maintenant qu'il est face aux anges, il sait combien j'en avais ».

C'est à partir de cela qu'il est intégré dans les relations internationales⁸.

- Les motivations principales du Saint-Siège sont : la protection des chrétiens, notamment les catholiques, la promotion des valeurs de l'Église, de la justice, de la paix et des droits de l'homme, et la protection de l'environnement. Sur ce dernier point, notons que le Saint-Siège œuvre depuis quelques temps pour soutenir l'émergence d'une conscience écologique. Il posa des actes symboliques afin d'être le premier des États d'Europe à remplir l'objectif, fixé par l'Union européenne, consistant à consacrer aux énergies renouvelables une part de 20 % de sa consommation totale. Néanmoins, l'encyclique du pape François, *Laudato si'* (2015), reste probablement l'une des prises de positions les plus avancées dans ce domaine.

Ainsi, il convient de reprendre la description que fait Theodoros Koutroubas de l'hypothèse qualifiant la puissance diplomatique du Saint-Siège comme « soft », parce que « privée de toute faculté d'exercice de pouvoir coercitif si ce n'est celui de l'appel à l'opinion publique [...] dans le cadre d'un conflit international impliquant des puissances conventionnelles⁹ ». Cependant, ce fait ne devrait pas être envisagé comme un handicap, car le Saint-Siège a été capable de prouver les potentialités de son activité diplomatique, notamment à travers le rôle qu'il a joué dans l'effondrement du bloc communiste, mais aussi à travers moult médiations. Il est à rappeler que malgré le petit nombre de son appareil diplomatique composé de quelques dizaines de personnes à la deuxième section de la secrétairerie d'État, le Saint-Siège dispose, à travers 4 500 évêques et un très grand nombre d'institutions de l'Église catholique, un relais d'information et de manœuvre sans égal. C'est à Rome, au Conseil pour le développement humain intégral (Palais San Calisto), que sont récoltées toutes les informations récupérées partout dans le monde. Même les États-Unis surveillent de très près cela, car parfois l'activité diplomatique du Saint-Siège est considérée comme contraire aux intérêts de Washington.

8 - « Aucun chef d'État ou de gouvernement ne pourrait adopter le langage de dénonciation, de critique et de revendication typique du pape. On doit remarquer aussi, en particulier, que la force et la clarté qui caractérisent souvent les paroles du pape peuvent susciter des discussions voire des polémiques dans l'opinion publique internationale » (Giovanni BARBERNI, *Le Saint-Siège, sujet souverain de droit international*, Paris, Cerf, p. 61).

9 - Theodoros KOUTROUBAS, *L'action politique et diplomatique du Saint-Siège au Moyen-Orient de 1978 à 1992*, Louvain, Presses Universitaires de Louvain, p. 40.

2- Organisation de la diplomatie et relations

L'organisation

Au sommet de la curie romaine se trouve la secrétairerie d'État, dirigée par le cardinal secrétaire d'État. Il fait figure de chef de gouvernement et dirige le corps diplomatique, sous l'autorité du Saint-Père bien sûr. C'est un poste tellement influent que lors de périodes difficiles, certains papes l'ont eux-mêmes assuré.

Les agents de la diplomatie sont formés à « l'Académie pontificale ecclésiastique », ils sont de toutes nationalités. Ce sont des prélats.

Les relations

La volonté du Saint-Siège est de nouer des relations diplomatiques avec tous les États. Cela se vérifie à travers l'évolution du nombre de représentations diplomatiques depuis un peu plus de 30 ans. En 1929, il entretenait des relations avec 29 États, en 1978 avec 84, alors qu'en 2018, le nombre s'élève à 183 États. Actuellement, 13 États n'entretiennent pas de relations avec le Saint-Siège, à savoir : l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, le Bhoutan, la Chine, la Corée du Nord, les Maldives, Oman, Tuvalu, le Vietnam, l'Union des Comores, la Somalie, Brunei, le Laos. Cependant, des contacts diplomatiques officiels ou officieux existent avec le Vietnam, la Chine et Oman.

Les ambassadeurs de presque 80 pays habitent à Rome, alors que les autres sont des diplomates qui résident dans d'autres pays européens. Le Saint-Siège n'accepte pas les ambassadeurs accrédités en même temps près l'Italie.

3- Exemples historiques récents de l'activité diplomatique du Saint-Siège

Les exemples historiques récents de l'activité diplomatique du Saint-Siège ne manquent pas. Plutôt que d'en dresser un bilan, évoquons quelques étapes majeures avant de parler du dossier des chrétiens d'Orient.

Jean-Paul II a indubitablement amplifié cette diplomatie à travers son activité internationale, ses voyages, ses audiences avec les chefs d'États, mais surtout par son affrontement du bloc de l'Est. Le système communiste anticlérical était incompatible aux yeux du pontife polonais avec les valeurs chrétiennes. Ainsi s'opposa-t-il pendant plusieurs décennies au pouvoir communiste, période au cours de laquelle il effectua plusieurs voyages en Pologne, dans le but de faire vaciller le pouvoir. Il n'y a pas de doute que l'activité diplomatique du Saint-Siège a contribué au démantèlement de l'URSS. Parallèlement, Jean-Paul II se rendit en 1981 dans le plus grand pays catholique de l'Asie, les Philippines, et s'engagea dans la lutte contre le régime dictatorial qui y sévissait. Ainsi, grâce à la résistance passive menée par le cardinal Jaime Sin, Marcos fut contraint à l'exil en 1986. Le même pontife, mais aussi ses successeurs, dénoncèrent constamment la course à l'armement, les drames du Rwanda et du Soudan. Ils tentent d'une manière continue de renouer le dialogue entre Palestiniens et Israéliens dans le but de trouver des solutions pour la paix.

En Europe, le Saint-Siège est loin d'être neutre. Malgré son ouverture à la Turquie, il dit être défavorable à son adhésion à l'Union européenne. Il insiste sur les racines chrétiennes du continent. Et en Italie, son influence politique peut être importante. Comme par exemple en 2009 lorsque les journaux catholiques critiquèrent le gouvernement de Berlusconi sur la question de l'immigration.

En Amérique latine, la diplomatie du Saint-Siège réussit plus d'un coup de maître. Mentionnons sur ce plan deux dossiers : le Canal de Beagle et Cuba. Dans les années 1970, la tension entre le Chili et l'Argentine sur la question du Canal susmentionné augurait d'une guerre. La médiation pontificale aboutit, en 1984, à un traité de paix et d'amitié signé au Vatican. Quant à Cuba, elle fut depuis Jean XXIII au centre de l'attention du Saint-Siège qui prit à maintes reprises des positions, lors de la crise des missiles (guerre froide) ou lors de l'embargo en 1998. Mais la réussite la plus spectaculaire fut, en 2014, la fin des hostilités majeures entre les États-Unis et Cuba, grâce à l'intervention du pape François et sa prise de contact avec le président américain de l'époque, Barack Obama.

Au Moyen-Orient, le souci du Saint-Siège porte certes sur les chrétiens d'Orient, mais celui-ci cherche aussi à contribuer à la paix mondiale. Son opposition à la guerre en Irak fut toujours sans failles, et sa contribution à l'accord nucléaire avec l'Iran porta ses fruits.

Enfin, rappelons que ce que dit le pape concernant les sujets politiques, notamment durant ses audiences ou ses déplacements s'inscrit entièrement dans le cadre de la diplomatie du Saint-Siège.

4- L'activité du Saint-Siège en faveur des chrétiens d'Orient

L'engagement du Saint-Siège en faveur des chrétiens d'Orient n'est un secret pour personne. Il fait au contraire partie de ses combats majeurs. Ainsi, peut-on lire sur le site du ministère français des Affaires Étrangères :

Le Saint-Siège reste engagé dans des dossiers essentiels : au Moyen-Orient, la situation des chrétiens d'Orient est devenue sa préoccupation majeure, et notamment leur exode malgré l'implication de la communauté internationale. Le Liban est également une priorité car il est emblématique d'une coexistence possible entre communautés chrétiennes ou musulmanes. Représenté à la conférence d'Annapolis, le Saint-Siège est favorable à une approche globale du processus de paix et souhaite un statut international pour Jérusalem et les lieux saints¹⁰.

Mener une investigation historique sur l'intérêt du Saint-Siège pour l'Orient pourrait nous ramener aux croisades et à la protection des Lieux saints, aux relations étroites avec les maronites – la plus ancienne Église orientale en communion avec Rome – dès le XII^e, au mouvement de l'uniatisme qui a occasionné la naissance de plusieurs Églises catholiques orientales « unies », ou aux interventions médiates et immédiates auprès de l'Empire ottoman en faveur des communautés chrétiennes catholiques. Les faits historiques sont nombreux, ils dépassent largement le cadre de cet article. Toutefois, leur évocation est nécessaire pour souligner l'intérêt très ancien du Saint-Siège pour les chrétiens d'Orient, notamment les catholiques, et pour les Lieux saints.

Le Saint-Siège n'a pas rompu avec cette tradition à notre époque contemporaine. Son action diplomatique en faveur des chrétiens d'Orient s'est perpétuée sous l'impulsion des derniers papes. Cependant, il doit faire face, avec la création de l'État d'Israël, la guerre libanaise et les violences confessionnelles en Irak, en Syrie et en Égypte, à de nouveaux défis inédits d'une grande complexité.

La création de l'État d'Israël a été perçue comme une catastrophe par les musulmans arabes et « la crainte de voir les autorités islamiques (et encore plus la rue) donner une connotation religieuse à l'alliance entre Tel-Aviv et la superpuissance occidentale 'chrétienne' fut [...] »

10 - http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/vatican-saint-siege_451/presentation-du-vatican_1353/relations-internationales_12400.html

un des soucis constants du Saint-Siège¹¹. » Celui-ci est persuadé que la continuation de la présence chrétienne au Moyen-Orient dépend de l'engagement des chrétiens avec les musulmans, pour l'avenir de leur terre commune. Ainsi, le Saint-Siège invite les chrétiens d'Orient à montrer que leur présence n'est pas de nature opposée à leurs pays, mais qu'ils sont un facteur de progrès et de développement de la société majoritairement musulmane dans tous les pays (le Liban faisant exception sur le plan de gouvernance). En outre, il doit faire face à des attitudes confessionnelles, d'autonomie ecclésiale et à la difficulté d'expliquer la nécessité du dialogue catholico-judaïque à une population pour qui Israël est l'ennemi. Il est en fin de compte nécessaire pour le Saint-Siège de trouver l'équilibre entre de bonnes relations avec les juifs et Israël (en raison surtout de son intérêt pour les Lieux saints), et la promotion de l'entente islamo-chrétienne (facteur incontournable pour la présence chrétienne en Orient). Cela est l'un des défis majeurs de la diplomatie Vaticane¹².

La guerre libanaise fut la cause d'un grand malaise au Vatican dans les années 1970, puisque la seule puissance catholique au Moyen-Orient, les maronites, s'était engagée dans une guerre qui a pu très facilement être interprétée comme un signe d'hostilité vis-à-vis de l'islam. Cela nuisait aux rêves de la papauté qui voulait faire du Liban, identifié avec l'avenir des chrétiens d'Orient, un modèle de convivialité pour les autres pays de la région, et rendait les maronites impopulaires parmi les musulmans, ce qui aggravait le danger d'un islamisme montant, très dangereux aux yeux du Vatican pour l'avenir des chrétiens d'Orient. Valognes dit dans ce sens : « Au-delà même de la crise du Liban, [Jean-Paul II] souhaitait faire de l'Église maronite [...] un élément fédérateur des chrétiens des différents rites afin de déboucher, à terme, sur une grande "Église des Arabes" suffisamment solide pour assurer la pérennité du christianisme en Orient¹³. »

Le malaise du Saint-Siège s'amplifia à l'issue de l'alliance américano-syrienne face à « l'ennemi » irakien. Celle-ci se concrétisa au Liban par un envahissement des régions chrétiennes sous le contrôle des divisions de l'armée libanaise du général Michel Aoun le 13 octobre 1990 :

11 - Theodoros KOUTROUBAS, op. cit., p. 23.

12 - Par exemple, lors de la première Intifada en 1987, le Saint-Siège faisait face à la difficulté de maintenir un équilibre, dans le but de préserver les Lieux saints, entre l'OLP qui comptait dans ses rangs beaucoup de chrétiens et Israël lié aux Occidentaux. Durant ce conflit, l'émigration chrétienne inquiétait le Saint-Siège qui ne voulait pas voir les Lieux saints se vider des chrétiens, et le christianisme disparaître de sa région d'origine.

13 - Jean-Pierre VALOGNES, *Vie et mort des chrétiens d'Orient. Des origines à nos jours*, Paris, Fayard, 1994, p. 401.

L'alliance de l'unique super-puissance avec une Syrie qui cachait peu son désir de dominer complètement le seul pays moyen-oriental où les catholiques pouvaient toujours prétendre aux plus hautes fonctions étatiques, et avec le Royaume saoudien où toute pratique du culte chrétien était strictement interdite, persuadait le pontife que les rapports alarmistes de ses collaborateurs dans la région étaient bien fondés, et que le nouvel ordre géopolitique au Moyen-Orient, sonnerait plutôt la fin des sociétés pluriconfessionnelles et l'extinction des communautés chrétiennes locales¹⁴.

C'est dans le cadre de ces éléments historiques qu'il convient de comprendre l'exhortation apostolique de Jean-Paul II, *Une espérance nouvelle pour le Liban* (1997), née au cours de l'Assemblée spéciale pour le Liban du Synode des évêques (convoquée en 1991, à la fin de la guerre). D'aucuns eussent peut-être pu s'étonner du fait que le Saint-Siège réunît un synode consacré à un seul pays, alors que les synodes sont normalement réunis pour s'intéresser aux situations de régions géographiques qui dépassent de loin la minuscule étendue du pays des cèdres (10 452 km²). Cependant, comprise à la lumière de la politique vaticane générale en faveur des chrétiens d'Orient, « Une espérance nouvelle pour le Liban¹⁵ » prend tout son sens et situe le christianisme libanais au centre de la vision qu'a le Saint-Siège de l'avenir du christianisme moyen-oriental. Les chrétiens du Liban apparaissent comme la clef de voûte et la condition *sine qua non* de tout redressement sérieux possible pour les chrétiens dans la région¹⁶.

Il est intéressant de souligner à cet endroit quelques éléments majeurs de cette exhortation qui rappelle que le Liban « est un pays vers lequel les regards se tournent souvent, [et au sein duquel] les catholiques sont particulièrement appelés à *servir le bien commun de la cité terrestre* en tirant de la foi leur inspiration et les principes fondamentaux pour la vie en société » (1). Cependant, l'effort de reconstruction du Liban après la guerre n'est pas le propre des catholiques, puisqu'il leur incombe de collaborer, à cet effet, dans un esprit œcuménique, avec les chrétiens orthodoxes et protestants, et dans un esprit de dialogue interreligieux, avec les différentes communautés musulmanes.

14 - Theodoros KOUTROUBAS, *op. cit.*, p. 374.

15 - http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/apost_exhortations/documents/hf_jp-ii_exh_19970510_lebanon_fr.html

16 - C'est à la lumière de cela qu'on peut comprendre l'acte symbolique de Benoît XVI qui confie, l'*Instrumentum laboris* du Synode des évêques pour le Moyen-Orient, réuni au Vatican en octobre 2010, à l'archevêque maronite de Chypre, Youssef Soueif.

Tout en s'inscrivant dans le sillage de l'effort diplomatique pour la préservation du christianisme en Orient, l'Exhortation ne s'intéresse pas qu'à ce volet – essentiel – pour le Saint-Siège. Principalement pastorale, elle traite de beaucoup de questions qui ont trait aux conditions internes du renouveau des Églises catholiques au Liban. Celui-là touche à tous les domaines vitaux pour la vie des Églises patriarcales, comme l'enseignement secondaire et universitaire, la recherche, la liturgie, la théologie, l'action pastorale, la formation des prêtres et des laïcs, l'engagement dans la société, l'engagement politique, les biens des Églises, etc.

D'ailleurs, l'exhortation laisse deviner le malaise provoqué par la guerre libanaise au Saint-Siège, et sa volonté d'en finir définitivement avec cette étape, nuisible à son sens à la présence chrétienne au Moyen-Orient. Ainsi, Jean-Paul II rappelait que « l'Église catholique au Liban a beaucoup pâti de la division de ses fils, particulièrement durant les récentes années de guerre. Elle en a été déchirée même de l'intérieur » (10). C'est pour cela qu'il invita à une conversion :

Le drame vécu durant ces dernières années par l'Église catholique au Liban fut une occasion cruelle pour elle d'éprouver la nécessité de la conversion, pour vivre l'Évangile, pour demeurer unie, pour dialoguer en vérité avec les autres Églises et communautés chrétiennes en vue d'avancer vers la pleine unité, pour construire aussi, avec les autres citoyens, une société capable de dialogue ouvert, de convivialité et d'attention aux autres, surtout aux frères les plus démunis (35).

Cependant, beaucoup d'éléments de facture pastorale s'inscrivirent d'une manière évidente dans le cadre des grands traits de la diplomatie du Saint-Siège au Moyen-Orient, et furent rappelés et traités derechef durant le pontificat de Benoît XVI :

- 1- Le dialogue œcuménique : celui-ci est primordial, parce que la division des chrétiens affaiblit leur témoignage. D'où la nécessité de déployer tous les efforts indispensables pour un rapprochement œcuménique entre les Églises catholique, orthodoxes et protestantes.
- 2- Le dialogue interreligieux : « L'islam et le christianisme ont en commun un certain nombre de valeurs humaines et spirituelles incontestables » (13). Le dialogue interreligieux s'avère être, dans cette perspective, un antidote aux dangers de l'islamisme à l'endroit de la présence chrétienne au Moyen-Orient.

- 3- Le dialogue de vie entre les chrétiens et les musulmans dans le but de l'édification d'une société juste : « Un vrai dialogue entre les croyants des grandes religions monothéistes repose sur l'estime mutuelle, afin de protéger et de promouvoir ensemble, pour tous les hommes, la justice sociale, les valeurs morales, la paix et la liberté » (89). Cette collaboration saine entre les chrétiens et les musulmans devrait faire du Liban l'exemple de convivialité pour tous les pays de la région : « Le dialogue et la collaboration entre chrétiens et musulmans au Liban peut aider à ce que, dans d'autres pays, se réalise la même démarche » (93).
- 4- Une insistance sur le respect des droits de l'homme et de la liberté de conscience : « L'État est le premier garant des libertés et des droits de la personne humaine » (114). L'exhortation s'oppose par cela aux pressions sociales, voire aux menaces éventuelles qu'affronterait une personne qui change de religion.
- 5- L'action pour limiter l'émigration, mais aussi l'importance de maintenir des liens étroits avec les émigrés : « Intensifier les relations entre les communautés catholiques de la diaspora et les différents patriarcats au Liban. En effet, une communauté locale ne peut pas vivre coupée de son centre d'unité sans courir le risque de s'ériger dans une totale indépendance » (83).
- 6- La mise en garde contre toute forme d'extrémisme : « Le réveil de formes variées d'extrémisme est aussi profondément inquiétant et ne pourrait que desservir l'unité du pays, freiner le nouvel élan qu'il convient de lui donner et gêner la convivialité entre toutes les composantes de sa société » (14).

In fine, tout en délivrant son message essentiellement pastoral, Jean-Paul II lui ouvrait tout un horizon politique qui n'était pas sans rappeler ses visites pastorales, à dimension fortement politique, à la Pologne communiste, sa terre natale. Dans des conditions qu'on a longtemps décrites comme relevant d'une « frustration chrétienne », et dans le sillage de l'absence, à l'époque, des leaders chrétiens les plus influents, Michel Aoun et Amine Gemayel, exilés en France, et Samir Geagea, emprisonné au ministère de la Défense, Jean-Paul II délivrait en 1997 un message d'espoir aux Libanais chrétiens en les invitant à mettre de côté leur frustration, à se renouveler de manière à se réengager de nouveau dans le monde arabe en vue d'une présence pérenne.

4.1. – Le pontificat de Benoît XVI

Le pèlerinage en Terre Sainte (8-15 mai 2009)

Les débuts du pontificat de Benoît XVI étaient marqués par des événements qui ont été interprétés comme des erreurs diplomatiques : le discours de Ratisbonne (septembre 2006) qui suscita de vives réactions politiques et religieuses dans le monde musulman¹⁷, et la réhabilitation de l'évêque intégriste négationniste Williamson (janvier 2009) qui heurta le monde juif.

La visite du pape en Terre Sainte (Jordanie, Territoires palestiniens, Israël), du 8 au 15 mai 2009, fut bien liée à ces deux événements. Elle pourrait être considérée comme une clarification majeure, voire un rappel des positions du Saint-Siège aux endroits de l'islam et des musulmans, du judaïsme et des juifs. Cependant, c'est dans le cadre d'un apaisement du monde musulman et de l'État d'Israël, et d'un rappel des positions du Saint-Siège en faveur de la cause palestinienne, que le pape mena avec la plus grande prudence diplomatique un pèlerinage qui avait comme but principal l'appui des chrétiens d'Orient.

Cette visite complexe qui dura huit jours s'est effectuée dans une ambiance de tensions plus vives que celles qui existaient lors de la visite de Jean-Paul II en 2000¹⁸. Même si le pape donnait à sa visite un sens spirituel¹⁹ la dimension politique était inévitable : « Chaque journée, chaque geste, chaque rencontre et chaque visite : tout aura une connotation politique²⁰ », disait Fouad Twal, le patriarche latin de Jérusalem à l'époque. De plus, plusieurs facteurs étaient sujets à crispation, notamment la récente offensive d'Israël contre le Hamas à Gaza (1300 morts palestiniens entre le 27 décembre 2008 et le 18 janvier 2009), l'affaire Williamson et l'opposition à la béatification de Pie XII accusé d'avoir gardé le silence durant la Shoah.

Dans son entretien aux journalistes accordé au cours de son vol en direction de la Terre Sainte le 8 mai 2009, Benoît XVI rappelait le caractère de l'action diplomatique du Saint-Siège, fondement de

17 - Et qui avait été rectifié, entre autres, par la visite du pape de la Turquie (novembre-décembre 2006).

18 - Cependant, Benoît XVI confirme le chemin tracé par Jean-Paul II tout en soutenant l'engagement des chrétiens de Terre Sainte dans leur rôle de pont entre juifs et musulmans.

19 - Avant son départ il affirmait : « Ma première intention est de visiter ces lieux rendus sacrés par la vie de Jésus et d'y prier pour le don de la paix et de l'unité, pour vos familles et tous ceux qui ont pour foyer la Terre Sainte. »

20 - <http://www.20minutes.fr/article/324805/Monde-Benoit-XVI-en-Terre-Sainte.php>

son appui pour les chrétiens d'Orient : « Je cherche certainement à contribuer à la paix non en tant qu'individu mais au nom de l'Église catholique, du Saint-Siège. Nous ne sommes pas un pouvoir politique, mais une force spirituelle et cette force spirituelle est une réalité qui peut contribuer aux progrès du processus de paix. » Et d'ajouter, afin de souligner le but essentiel de son pèlerinage : « Nous voulons surtout encourager les chrétiens en Terre Sainte et dans tout le Moyen-Orient à rester, à apporter leur contribution dans leurs pays d'origine²¹. » C'est dans ces perspectives que trois messages politiques majeurs peuvent être relevés lors cette visite :

- 1- Rassurer le judaïsme et l'État d'Israël sur le fait que le Saint-Siège ne professe aucune forme d'antisémitisme et s'y oppose. C'est dans ce cadre qu'il convient de comprendre la visite de Benoît XVI au mémorial des Victimes et des Héros de la Shoah, le *Yad Vashem* à Jérusalem. Le pape exprimait sa solidarité avec le peuple juif et reconnaissait les horreurs perpétrées pendant la Shoah : « Que les noms de ces victimes ne périssent jamais ! Que leur souffrance ne soit jamais niée, discréditée ou oubliée²² ! » De plus, Benoît XVI rappela le vendredi 15 mai 2009 à l'aéroport international Ben Gourion – Tel Aviv, « que l'État d'Israël a le droit d'exister, de jouir de la paix et de la sécurité à l'intérieur de frontières reconnues internationalement²³ ».
- 2- Tourner définitivement la page de Ratisbonne et approfondir les relations avec les musulmans. Les contacts avec ces derniers sont plus importants qu'en 2000. Benoît XVI resta effectivement plus longtemps que son prédécesseur en Jordanie²⁴, et devint le premier pape à se rendre au Dôme du Rocher (Jérusalem), le troisième lieu saint de l'islam. Le Saint-Siège est convaincu qu'il n'y aura pas d'avenir pour les chrétiens d'Orient sans les musulmans.
- 3- Plaider en faveur de la solution des deux États. Le pape l'a dit d'une manière très claire le mercredi 13 mai 2009

21 - http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/speeches/2009/may/documents/hf_ben-xvi_spe_20090508_terra-santa-interview_fr.html

22 - <http://www.zenit.org/article-20938?l=french>

23 - http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/speeches/2009/may/documents/hf_ben-xvi_spe_20090515_farewell-tel-aviv_fr.html

24 - Le pape ne manqua pas de souligner, à plusieurs reprises, le respect de l'Église catholique pour l'islam. Il déclara par exemple à l'Aéroport international Queen Alia de Amman : « Ma visite en Jordanie me donne l'heureuse occasion de dire mon profond respect pour la communauté musulmane, et de rendre hommage au rôle déterminant de Sa Majesté le Roi dans la promotion d'une meilleure compréhension des vertus proclamées par l'islam » (http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/speeches/2009/may/documents/hf_ben-xvi_spe_20090508_welcome-amman_fr.html).

au chef de l'Autorité palestinienne : « Le Saint-Siège soutient le droit de votre peuple à une patrie palestinienne souveraine sur la terre de vos ancêtres, sûre et en paix avec ses voisins, à l'intérieur de frontières internationalement reconnues. » Le Souverain pontife dénonça pour l'occasion le « mur de sécurité » bâti par l'État d'Israël autour des Territoires palestiniens : « Jérusalem (...) est entourée d'un mur d'apartheid qui empêche le peuple de vivre librement, à Gaza, en Cisjordanie, de se rendre à l'église du Saint-Sépulcre et à la mosquée Al Aqsa²⁵. » D'ailleurs, la visite que le pape rendit au camp de réfugiés palestiniens d'Aïda, à l'entrée de Bethléem fut plus que significative puisqu'il s'agissait de l'un des plus anciens camps²⁶. S'y rendre symbolise, entre autres, le retour à la racine du drame vécu par le peuple palestinien. Quant à sa déclaration de prier pour la levée du blocus de Gaza, il n'y a pas de doute qu'elle fut une désagréable surprise pour Israël qui avait espéré en une visite strictement spirituelle.

Insister à plusieurs reprises sur ces trois positionnements politiques crée les conditions nécessaires pour l'action diplomatique principale du Saint-Siège, celle de la présence chrétienne au Moyen-Orient. Cependant, Benoît XVI insista surtout, durant ce voyage, sur la présence en Terre Sainte, et sur les difficultés qu'affrontent les chrétiens qui habitent toujours dans les endroits les plus sacrés du christianisme. L'Église catholique déplore en effet les difficiles conditions de vie des chrétiens, majoritairement arabes, qui représentent 2 % des sept millions d'habitants d'Israël. Le Saint-Siège cherche toujours, depuis l'établissement des liens diplomatiques avec Israël en décembre 1993, à avoir un libre accès aux Lieux saints et la possibilité d'agir pastoralement en Terre Sainte, sans limitations ni empêchements. De surcroît, la construction du « mur de sécurité » a causé la détérioration de la situation des chrétiens à Bethléem et aux alentours, et l'immigration sur fond économique ne cesse de s'aggraver. Il y a toutes les semaines des familles qui émigrent en Amérique ce qui fait que les chrétiens représentent moins de 15 % des habitants de Bethléem²⁷.

25 - <http://pape-en-israel.blogs.la-croix.com/mustapha-cherif/qui-comprendra/>

26 - Il déclara à cette occasion : « Cet après-midi, ma visite au Camp de réfugiés Aïda me donne l'opportunité d'exprimer ma solidarité à l'ensemble des Palestiniens qui n'ont pas de maison et qui attendent de pouvoir retourner sur leur terre natale, ou d'habiter de façon durable dans une patrie qui soit à eux » (http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/speeches/2009/may/documents/hf_ben-xvi_spe_20090513_aida-refugee-camp_fr.html).

27 - Cf. <http://pape-en-israel.blogs.la-croix.com/qustandi-shomali/bethleem-aujourdhui/>

Donc, face à cette situation alarmante, le pape consacra la part du lion de son voyage à consolider les communautés chrétiennes en Jordanie, dans le Territoire palestinien et en Israël. Il n'est pas question de désertir cette terre, de démissionner de la société, de quitter le Moyen-Orient, puisque le christianisme a toujours un rôle important à y jouer, notamment entre les juifs et les musulmans, et un témoignage à rendre sur cette terre des origines. Ainsi, le Saint-Père pose des actes symboliques, assiste à des rencontres œcuméniques et prononce des homélies. Sans entrer dans tous les détails de son voyage, soulignons :

- 1- Le 9 mai 2009 en Jordanie : la bénédiction de la première pierre de l'Université catholique de Madaba et la pose des premières pierres d'une église latine et d'une église melkite au lieu du baptême de Jésus Christ sur le Jourdain. La présence chrétienne en Orient n'est pas seulement un attachement spirituel, mais un attachement aussi à la terre, avec toutes les dimensions culturelles et civilisatrices que cela suppose.
- 2- Le 15 mai à Jérusalem : rencontre œcuménique au patriarcat grec-orthodoxe. Celle-ci fait ressortir la volonté du Saint-Siège de ne pas agir seul, mais en collaborant avec les autres Églises chrétiennes. La question de la présence chrétienne au Moyen-Orient, notamment en Terre Sainte, est la responsabilité de toutes les communautés. En outre, ce rapprochement avec l'orthodoxie moyen-orientale n'est pas à séparer du voyage qu'effectua le pape à Chypre en juin 2010.
- 3- Le 10 mai 2009, le pape d'adressa aux fidèles à la messe célébrée au Stade international de Amman en disant : « La fidélité à vos racines chrétiennes, la fidélité à la mission de l'Église en Terre Sainte, réclament de chacun de vous un courage singulier : le courage de la conviction, née d'une foi personnelle qui ne soit pas seulement une convention sociale ou une tradition familiale ; le courage de dialoguer et de travailler aux côtés des autres chrétiens au service de l'Évangile et de la solidarité avec les pauvres, les personnes déplacées et les victimes des grandes tragédies humaines ; le courage de construire de nouveaux ponts pour rendre possible la rencontre fructueuse des personnes de religions et de cultures différentes, et donc d'enrichir le tissu de la société²⁸. » Quelques jours plus tard, en célébrant une messe

28 - http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/homilies/2009/documents/hf_ben-xvi_hom_20090510_intern-stadium_fr.html

dans la place de la Nativité à Bethléem, le pape appela les chrétiens à consolider leur présence en restant dans la région malgré toutes les difficultés.

In fine, le pape plaida pour la paix au Moyen-Orient et mena des dialogues sur plus d'un front afin d'assurer les assises nécessaires pour l'avenir de la présence chrétienne au Moyen-Orient. Sa visite de solidarité aux chrétiens de la Terre Sainte avait comme but de les affermir dans leur foi et de les encourager à rester sur cette terre d'origine. Ses actes et messages envers les juifs et les musulmans avaient surtout pour but d'écarter tout malentendu, et de rappeler l'importance du sens religieux et culturel de la présence chrétienne : « Cette terre est véritablement un terrain fertile pour l'œcuménisme et le dialogue interreligieux, et je prie pour que la riche diversité du témoignage religieux en cette région porte des fruits accrus de compréhension et de respect mutuels²⁹. »

La visite de Chypre (4-6 juin 2010) : le prélude du Synode pour le Moyen-Orient

Benoît XVI annonçait clairement que le voyage à Chypre « représente, sous de nombreux aspects, la continuation du voyage [...] accompli l'an dernier en Terre Sainte³⁰ ». Même s'il déclare ne pas venir avec un message politique, mais religieux qui prône l'ouverture à la paix, le pape rappelle le rôle diplomatique « soft » du Saint-Siège en disant : « Nous pouvons également aider à travers les conseils politiques et stratégiques, mais le travail essentiel du Vatican est toujours d'ordre religieux, il touche le cœur³¹. » L'un des objectifs principaux de ce voyage fut la remise de l'*Instrumentum laboris*³² du Synode des évêques pour le Moyen-Orient. Ce n'était probablement pas par hasard que le pape remit ce document à l'archevêque maronite de Chypre, Youssef Soueif, eu égard au rôle central que le Saint-Siège souhaite voir joué par les maronites.

Sans s'étendre sur les détails de ce document directeur pour la tenue du Synode des évêques pour le Moyen-Orient, soulignons les éléments qui mettent en lumière le sujet de cette étude :

29 - http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/speeches/2009/may/documents/hf_ben-xvi_spe_20090515_farewell-tel-aviv_fr.html

30 - http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/speeches/2010/june/documents/hf_ben-xvi_spe_20100604_intervista-cipro_fr.html

31 - *Ibid.*

32 - http://www.vatican.va/roman_curia/synod/documents/rc_synod_doc_20100606_instrumentum-mo_fr.pdf

- 1- Le pape s'implique d'une manière personnelle pour les chrétiens d'Orient : « Il s'agit là d'un autre geste significatif du souci particulier de l'évêque de Rome pour les chères Églises du Moyen-Orient », lui qui a « tenu à renforcer son amour pour la Terre Sainte, lors de ses voyages apostoliques en Turquie, du 28 novembre au 1^{er} décembre 2006, puis du 8 au 15 mai 2009 en Jordanie, en Israël et en Palestine » (2).
- 2- La perspective de renouveau des Églises, lequel est supposé avoir des conséquences sur la présence chrétienne en Orient. L'*Instrumentum laboris* l'exprime en parlant du double objectif du Synode : « a) confirmer et renforcer les chrétiens dans leur identité, grâce à la Parole de Dieu et aux Sacrements ; b) raviver la communion ecclésiale entre les Églises *sui iuris*, afin qu'elles puissent offrir un témoignage de vie chrétienne authentique, joyeuse et attirante » (3).
- 3- Insistance sur les dialogues œcuménique et interreligieux : « Il est essentiel pour les chrétiens de bien connaître les juifs et les musulmans, afin de pouvoir collaborer avec eux dans la sphère religieuse, sociale et culturelle, pour le bien de la société tout entière » (4).
- 4- Rappel que les chrétiens sont des « citoyens indigènes » qui participent à la formation de l'identité culturelle de leurs pays : « Leur disparition constituerait une perte pour ce pluralisme qui a caractérisé depuis toujours les pays du Moyen-Orient. Sans la voix chrétienne, les sociétés moyen-orientales seraient appauvries » (24).
- 5- Il incombe aux chrétiens d'œuvrer pour l'instauration d'une « laïcité positive ». « De telle sorte, ils aideraient à alléger le caractère théocratique du gouvernement et permettraient une plus grande égalité entre les citoyens de religions différentes, en facilitant ainsi la promotion d'une démocratie saine, positivement laïque, qui reconnaisse pleinement le rôle de la religion, dans la vie publique également, dans le respect total de la distinction entre les ordres religieux et temporel » (25).
- 6- Les chrétiens, bien que minoritaires presque partout, devraient éviter « le repliement sur soi et la peur de l'autre » (28).
- 7- Le document aborde la question démographique en encourageant les familles nombreuses (29).
- 8- La liberté de religion (culte) et de conscience (choix de religion) sont des droits humains inaliénables.

- 9- Combattre l'émigration et profiter du soutien de ceux qui sont déjà émigrés.
- 10- Mise en garde contre l'islamisme et la violence qu'il suppose (41).
- 11- Rappel de la position du Saint-Siège sur la solution des deux États, israélien et palestinien.
- 12- Plaider pour une société démocratique cultivant la paix et jouissant d'un développement économique sain qui empêcherait les chrétiens d'émigrer.
- 13- L'avenir du Moyen-Orient est de la responsabilité des chrétiens et des musulmans : « Musulmans et chrétiens doivent parcourir un chemin commun. Nous appartenons au Moyen-Orient et nous nous identifions à lui. [...] En tant que citoyens, nous partageons les responsabilités pour construire et pour assainir » (106).
- 14- Le chrétien pourrait avoir une contribution spéciale pour la résolution du conflit israélo-palestinien. Par le dialogue, il peut jouer le rôle de pont entre les juifs et les musulmans.
- 15- Et enfin, le document se termine sur une note d'espérance pour l'avenir du christianisme au Moyen-Orient : « L'histoire a fait que nous sommes devenus un "petit reste". Mais nous pouvons aussi, par notre comportement, devenir aujourd'hui une présence qui compte » (118).

L'Assemblée spéciale des évêques pour le Moyen-Orient

L'observateur de l'action diplomatique du Saint-Siège lors du pontificat de Benoît XVI n'apprend pas forcément de nouvelles choses à la lecture des propositions finales de l'Assemblée des évêques. Les *Propositionum*³³ reprennent effectivement les grands thèmes du dialogue œcuménique et interreligieux, les questions de la présence chrétienne, du renouveau des Églises, de l'attachement à la terre, du témoignage, etc. L'essentiel de ce qui a été dit et écrit depuis 2006, en Turquie, en Jordanie, en Palestine, en Israël et à Chypre est repris, mais *reformulé et contextualisé* par l'Assemblée des évêques moyen-orientaux. Et même si l'*Instrumentum laboris* était le fruit des réponses qu'avaient adressées les Églises aux questions qui leur avaient été posées, il semble que les aspirations des chrétiens moyen-orientaux

33 - http://www.vatican.va/roman_curia/synod/documents/rc_synod_doc_20101026_elenco-prop-finali-mo_fr.html

rejoignent les projets du Saint-Siège pour l'avenir du christianisme dans cette région du monde.

La lecture des *Propositionum* montre à quel point il est difficile de séparer le pastoral du politique, car si certaines propositions relèvent de considérations « spirituelles » pures (la parole de Dieu ou la liturgie par exemple), d'autres propositions débouchent clairement sur des questions aux horizons politiques (les droits de l'homme ou la forme de l'État). Cela souligne encore une fois la subtilité de l'action diplomatique du Saint-Siège où tout acte « spirituel » échappe difficilement à la dimension politique, puisqu'il implique une contextualisation de la foi dans une culture et dans un espace-temps bien déterminés. En voulant encourager les chrétiens d'Orient et en les raffermissant dans leur foi, le Saint-Siège est forcément en train de poser un acte politique majeur qui suppose au moins la résistance à l'affaiblissement des chrétiens d'Orient et leur disparition, et au plus, un redressement de ce christianisme qui fait de lui un facteur de vie indispensable dans tous les pays arabes où il existe.

Cependant, l'importance de ce document final est à souligner à deux égards. Premièrement, il exprime la volonté conjointe du Saint-Siège et des chrétiens catholiques orientaux, représentés par leurs évêques, d'œuvrer pour la présence chrétienne au Moyen-Orient. Secondement, bien au-delà des idées constructives proposées de diverses manières par le Saint-Siège, il établit une feuille de route, à l'instar de l'Exhortation apostolique pour le Liban (1997), qui engage les communautés locales. On peut effectivement lire à la fin du document : « Les Églises ayant participé au Synode sont appelées à prendre les moyens d'assurer le suivi du Synode, en collaboration avec le conseil des patriarches catholiques d'Orient et les structures officielles des Églises concernées, et à y impliquer davantage les prêtres, les experts laïcs et religieux » (propositio 43).

Ainsi, l'action diplomatique du Saint-Siège ne paraît pas isolée de l'engagement des communautés catholiques arabes qui s'avère nécessaire, voire incontournable, pour la réalisation de la politique vaticane. La lecture des *Propositionum* montre à quel point le Synode des évêques pour le Moyen-Orient dépend de la politique internationale telle que la pratique le Saint-Siège depuis plusieurs décennies.

Soulignons les éléments du Synode qui rappellent cette politique générale, et qui s'inscrivent dans le sillage direct de la diplomatie du Saint-Siège :

- 1- Un attachement à la terre qui ne doit absolument pas se vider de son élément chrétien qui lui est fondamental : « Vu que l'attachement à la terre natale est un élément essentiel de l'identité des personnes et des peuples et que la terre est un espace de liberté, nous exhortons nos fidèles et nos communautés ecclésiales à ne pas céder à la tentation de vendre leurs propriétés immobilières » (propositio 6). Le document exhorte les concernés à trouver les moyens nécessaires qui aideraient les chrétiens à acheter leur logement ou à se loger, plutôt que d'opter pour la solution que le Saint-Siège et les Églises locales ont en aversion : l'émigration.
- 2- Dans le même sillage, il appartient aux Églises d'étudier les phénomènes migratoires et de faire « tout ce qui est possible pour consolider la présence des chrétiens dans leurs patries, et cela spécialement à travers des projets de développement, pour limiter le phénomène de la migration » (propositio 10).
- 3- Le dialogue œcuménique doit se poursuivre : « Les Pères synodaux encouragent ces Églises [catholiques orientales] à instaurer un dialogue œcuménique au niveau local. Ils recommandent aussi que les Églises orientales catholiques soient plus impliquées dans les commissions internationales du dialogue, dans la mesure du possible » (propositio 28).
- 4- Il en est de même concernant le dialogue interreligieux « qui rapproche les esprits et les cœurs. Pour cela, ils sont invités, avec leurs partenaires, au renforcement du dialogue interreligieux, à la purification de la mémoire, au pardon mutuel du passé et à la recherche d'un meilleur avenir commun » (propositio 40).
- 5- Même si les relations avec le judaïsme restent compliquées pour le christianisme arabe en raison du conflit israélo-palestinien et israélo-arabe, la déclaration *Nostra aetate* du Concile Vatican II est rappelée. « Les initiatives de dialogue et de coopération avec les juifs sont à encourager, pour approfondir les valeurs humaines et religieuses, la liberté, la justice, la paix et la fraternité. La lecture de l'Ancien Testament et l'approfondissement des traditions du judaïsme aident à mieux connaître la religion juive. Nous refusons l'antisémitisme et l'antijudaïsme, en distinguant entre religion et politique » (propositio 41).
- 6- Quant aux relations avec l'islam, elles paraissent incontournables et fondamentales pour l'avenir de la

présence chrétienne au Moyen-Orient où « les chrétiens partagent avec les musulmans la même vie et le même destin. Ils édifient ensemble la société ». Cependant, ces relations devraient dépasser la simple question morale ou religieuse et s'étendre sur le domaine social et politique : « Il est important de promouvoir la notion de citoyenneté, la dignité de la personne humaine, l'égalité des droits et des devoirs et la liberté religieuse comprenant la liberté du culte et la liberté de conscience. » D'où la nécessité de rejeter toute attitude de recroquevillement, de renfermement et de haine : « Les chrétiens du Moyen-Orient sont appelés à poursuivre le dialogue de vie fructueux avec les musulmans. Ils veilleront à avoir, à leur égard, un regard d'estime et d'amour, mettant de côté tout préjugé négatif. » Cela devrait mener à offrir « au monde l'image d'une rencontre positive et d'une collaboration fructueuse entre les croyants de ces religions, s'opposant ensemble à tout genre de fondamentalisme et de violence au nom de la religion » (propositio 42).

Enfin, il est important et très significatif de mentionner que le dernier voyage du pontificat de Benoît XVI avait comme destination le Liban. En continuité avec la politique du Saint-Siège, celui-là confirme l'importance majeure de la cause des chrétiens d'Orient. Le Saint-Père avait réitéré son appel à ces chrétiens, à partir de leur place forte qu'est le Liban, pour qu'ils soient un facteur de paix dans ce monde ravagé par les guerres. Ses paroles étaient sans ambiguïté : « Dans un monde où la violence laisse constamment derrière elle sa sinistre traînée de morts et de destructions, servir la justice et la paix est absolument nécessaire. » Il avait à la même occasion pris position sur le conflit syrien, en condamnant les livraisons d'armes qu'il qualifia de « péché grave », la guerre en Syrie étant indubitablement de mauvais augure pour les chrétiens.

4.2. – Le pontificat de François

Dans ses lignes fondamentales, concernant les chrétiens d'Orient, François s'inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs. Rien ne change dans la politique du Saint-Siège, si ce n'est le style particulier de François qui surprend, à plus d'une reprise. Malgré la nature « soft »

de cette diplomatie, ses actions en faveur des chrétiens d'Orient sont manifestes. Il est possible de le constater à travers les voyages du pape et les activités des nonces apostoliques ou des institutions ecclésiales, et à leur tête l'Œuvre d'Orient.

Le voyage en Terre sainte en septembre 2014

Sur les pas de Jean-Paul II et de Benoît XVI, François se rendit en Palestine, Israël et Jordanie en septembre 2014, afin d'insister sur les mêmes messages, celui de la paix et des dialogues œcuménique et interreligieux, ceux de la solution des deux États, de l'ouverture à l'autre, des droits de l'homme, de la liberté de conscience et de l'avenir des chrétiens d'Orient. Mais à l'encontre de son prédécesseur, très prudent, réservé et affecté par les conséquences du discours de Ratisbonne et de l'affaire Williamson, François affiche un autre style : la chose politique ne le laisse certes pas indifférent, mais les petites gens sont très explicitement au centre de ses intérêts ; il ne manque pas de respect pour les textes officiels pré-rédigés, mais il manifeste un plus vif enthousiasme pour les improvisations ; il veut bien suivre les itinéraires préétablis, mais il s'arrête, de manière inattendue, à maints endroits sensibles comme au pied du « mur de la séparation », acte très symbolique et courageux qu'on imagine très difficilement Benoît XVI faire. Mais quels furent les messages forts de cette visite ?

En Jordanie, le pape insista sur le dialogue islamo-chrétien et sur l'urgence de la paix. Cela va de soi pour l'avenir des chrétiens d'Orient qui ne peut que passer par un dialogue avec l'islam, et qui a besoin de paix. Car sans être acceptés par leurs compatriotes, et en l'absence d'un contexte sécuritaire et politique stable, les chrétiens d'Orient pourront difficilement regarder leur avenir en Orient avec sérénité. Ses paroles furent très claires, ainsi que ses égards pour la royauté jordanienne, partenaire sérieux du Saint-Siège dans le dialogue : « Je profite de cette occasion pour renouveler mon profond respect et mon estime pour la communauté musulmane, et manifester mon appréciation pour le rôle de guide joué par Sa Majesté le Roi dans la promotion d'une plus juste compréhension des vertus proclamées par l'islam. »

En Palestine, François rappela la politique vaticane qui appuie, depuis 1948, la cause palestinienne. Le pape posa des actes symboliques forts pour insister sur les droits du peuple palestinien, comme se rendre en Palestine par hélicoptère sans passer par les barrages israéliens, ou comme s'arrêter au « mur de la séparation »

pour y prier. Enfin, d'une manière tout à fait inattendue, lors de la messe qu'il célébrait à Bethléem, il invita les présidents palestinien et israélien à venir prier pour la paix avec lui, au Vatican : « Dans ce lieu où est né le Prince de la Paix, je voudrais vous adresser une invitation, à vous Monsieur le Président Mahmoud Abbas, ainsi qu'au président Shimon Peres, à élever ensemble avec moi une prière intense pour demander à Dieu le don de la paix. J'offre ma maison au Vatican pour que cette rencontre de prière ait lieu. Tous, nous voulons la paix. »

Enfin, en Israël, il reconnut le droit d'Israël à exister et insista sur la nécessité des dialogues interreligieux et œcuménique. Malgré l'absence de certains ministres israéliens à l'accueil du pape en signe de protestation, il n'y eut ni incident diplomatique ni malaise politique. François sut rassurer l'État hébreu en disant : « Qu'il soit universellement reconnu que l'État d'Israël a le droit d'exister et de jouir de la paix et de la sécurité dans des frontières internationalement reconnues. » Et, pour continuer dans ce sens, il fit un acte symbolique très fort. Non seulement visita-t-il le mur des lamentations et le mémorial de Yad Vashem, comme son prédécesseur, pour dire toute la solidarité du Saint-Siège et sa compassion pour les victimes et leurs familles, et pour dénoncer ce crime majeur contre l'humanité, mais il alla plus loin en visitant la sépulture de Theodor Herzl, fondateur du sionisme juif moderne. Le Souverain pontife est très conscient que pour résoudre le conflit, il faut reconnaître aux uns et aux autres le droit d'exister et respecter leurs héritages, leurs craintes, leurs souffrances et leurs espérances.

L'apothéose de ce voyage fut sans doute sa rencontre avec le patriarche œcuménique Bartholomée au Saint-Sépulcre. L'œcuménisme n'est pas seulement une exigence ecclésiale qu'il faut honorer, mais aussi un impératif pour l'avenir des chrétiens d'Orient. Ce moment fut très rare et unique, parce qu'on y vit rassemblées les plus hautes autorités des Églises chrétiennes traditionnelles. La pentarchie du premier millénaire était là, présente à travers différentes branches des familles catholiques, orthodoxes et orthodoxes orientales. Ainsi, Rome, Constantinople, Alexandrie, Antioche et Jérusalem étaient représentés par leurs évêques, dits pape, patriarche œcuménique ou patriarche tout court ! C'est dans ce contexte œcuménique que le pape rappela les difficultés vécues par les chrétiens au Moyen-Orient, tout en disant des paroles qui exhortent aussi, à leur manière, à l'unité : « Quand des chrétiens de diverses confessions se trouvent à souffrir ensemble, les uns à côté des autres, et à s'entraider les uns les autres avec une charité fraternelle, se réalise un œcuménisme de la souffrance, se réalise l'œcuménisme du sang, qui possède une particulière efficacité

non seulement pour les contextes dans lesquels il a lieu, mais aussi, en vertu de la communion des saints, pour toute l'Église. Ceux qui, par haine de la foi, tuent et persécutent les chrétiens, ne leur demandent pas si ce sont des orthodoxes ou des catholiques. Ce sont des chrétiens. Le sang des chrétiens, c'est le même. »

Le voyage en Égypte en avril 2017

L'Égypte (Jean-Paul II s'y était rendu en 2000) est une place forte des chrétiens d'Orient, puisque deux sur trois d'entre eux y vivent, et ils ne sont pas catholiques, mais orthodoxes orientaux. Ainsi, la diplomatie du Saint-Siège révèle à travers la visite du pape la visée œcuménique de sa politique vis-à-vis des chrétiens d'Orient.

Il est possible d'évoquer plusieurs objectifs à cette visite :

- Un message fort de solidarité avec les coptes, pour leur grande majorité non-catholiques. Ils subissent depuis plusieurs décennies des violences et massacres, et comptent leurs morts au sortir d'attentats perpétrés dans leurs églises. Le pape s'exprima à ce sujet en disant : « Encore récemment, malheureusement, le sang innocent de fidèles sans défense a été cruellement versé : leur sang innocent nous unit. » Dans le même sillage, le Saint-Siège œuvre pour calmer les tensions communautaires provoquées par la politique et les actions des islamistes. Ces tensions ne pouvant que compromettre la présence chrétienne et encourager l'émigration.
- Une insistance sur l'importance majeure du dialogue islamo-chrétien, à travers la rencontre de l'imam d'Al-Azhar, l'université la plus importante pour l'islam sunnite. Cette rencontre avait pour but de réchauffer les relations entre le Vatican et Al-Azhar, sujettes à tensions lors du pontificat de Benoît XVI. Dans le même sillage, le pape s'ouvrait au pouvoir, avec qui les bonnes relations sont nécessaires pour l'avenir des chrétiens.
- Tout cela dans le cadre d'un appel constant à la paix, non seulement politique, mais entre les religions et contre la violence religieuse. Le Saint-Père ne mâchait pas ses mots : « Nous sommes tenus de dénoncer les violations contre la dignité humaine et contre les droits humains, de porter à la lumière les tentatives de justifier toute forme de haine au

nom de la religion et de les condamner comme falsification idolâtrique de Dieu : son nom est Saint, il est Dieu de paix, Dieu salam. »

À l'occasion de ce voyage, François rappela les condamnations de Benoît XVI à l'encontre des flots d'armes qui circulent, embrasant la région. Ainsi, parla-t-il de la « violence aveugle et inhumaine », ayant comme cause « le désir borné de pouvoir, le commerce des armes, de graves problèmes sociaux et l'extrémisme religieux qui utilise le Saint Nom de Dieu pour perpétrer des massacres et des injustices inouïs. »

L'Irak et la Syrie

Le Saint-Siège, malgré son activité discrète, est impliqué dans les dossiers irakien et syrien, en vue du dialogue et de la paix, et pour la protection des communautés chrétiennes sur place. Ainsi, n'hésite-t-il pas à œuvrer par tous les moyens en sa possession pour désamorcer les tensions au Moyen-Orient. C'est dans ce sillage qu'il faut comprendre son intervention qui facilita l'accord sur le nucléaire iranien, l'occasion à son sens de créer des conditions d'apaisement favorables aux chrétiens dans la région.

L'implication du Saint-Siège en Irak en faveur de la paix est constante depuis plusieurs décennies. Sa ligne directrice consiste à se battre pour que les chrétiens, à grande majorité catholiques, demeurent sur leurs terres. La tâche est très compliquée, d'autant plus que le fanatisme islamique eut des conséquences ravageuses sur les régions historiques de la présence chrétienne, notamment la plaine de Ninive. À l'encontre des régimes dictatoriaux qui acceptaient, peu ou prou, la différence religieuse, à condition qu'elle s'accompagnât d'une allégeance politique, l'organisation terroriste État islamique n'acceptant aucune altérité, chassa les chrétiens d'endroits où leur présence était presque deux fois millénaire. Néanmoins, en dépit d'une situation jugée par beaucoup désespérée, la diplomatie du Saint-Siège agit sans interruption, profitant de tout changement de situation, comme la fin de Daech en Irak, pour essayer d'en tirer un profit pour la présence chrétienne. Pour ce faire, le Saint-Siège compte beaucoup sur l'Œuvre d'Orient en Irak. Celle-ci est engagée sur le terrain pour la reconstruction de villes et villages chrétiens, car si les concernés ne peuvent pas rentrer chez eux et avoir des conditions de vie décentes,

leur choix se fera en faveur du départ. L'Œuvre d'Orient intervient de même sur d'autres dossiers qui ont trait à l'aide des familles, à l'appui pour l'éducation, les hôpitaux, les diocèses et les paroisses. À travers ce qu'elle fait, c'est l'Église catholique qui agit, profitant de son large réseau diplomatique, en comptant peser sur le cours des événements.

En Syrie, le Saint-Siège tient une position assez subtile. Il n'y a pas de doute, depuis Jean-Paul II, le régime de Damas reçoit un certain appui de la part du Saint-Siège, les Assad offrant à son sens de sérieuses garanties à la présence chrétienne. Cela ne l'empêche pas de dénoncer toutes sortes d'atteinte aux droits de l'homme, quelle qu'en soit l'origine. La position du Saint-Siège sur le conflit est constante : elle insiste sur la nécessité du dialogue et rejette les solutions militaires. Ainsi, lorsque le président Obama projeta de bombarder le régime syrien en septembre 2013, en réaction aux attaques chimiques présumées, le pape organisa une veillée de prière pour la paix en Syrie, pour contraindre les Occidentaux à laisser tomber leur projet de frapper le régime. Désarmer le président Assad pour ensuite négocier la paix n'a jamais constitué la vision de Rome qui incite les différentes parties engagées dans le conflit à négocier entre elles sans aucune exclusion. En avril 2018, à la suite de l'attaque des supposés sites de production d'armes chimiques du régime syrien, effectuée conjointement par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, le Saint-Siège réagit en dénonçant, par le biais du nonce apostolique à Damas, « l'impuissance de la communauté internationale, en particulier de l'ONU, face à la violence qui ravage le pays ». À travers ces déclarations de Mgr Zenari, il faudra probablement comprendre la désapprobation du Saint-Siège de frappes, effectuées sans mandat de l'ONU, et sans même que soient livrés les résultats de l'enquête menée de façon indépendante autour de l'utilisation d'armes chimiques dans la Ghouta orientale.

En outre, le pape dénonce, encore une fois, le trafic des armes responsables de la destruction de la Syrie. Critiquant l'hypocrisie de la coalition internationale qui intervient dans l'espace aérien syrien, il déclara : « Pendant que le peuple souffre, des sommes d'argent incroyables sont dépensées pour fournir leurs armes aux combattants. Et certains des pays qui fournissent ces armes font partie de ceux qui parlent de paix ! Comment faire confiance en quelqu'un qui te caresse de la main droite pour te frapper de la main gauche ? » Bref, les interventions de la communauté internationale ne sont pas jugées acceptables aux yeux de Rome.

Par ailleurs, la diplomatie vaticane ne coupe guère les ponts avec la Russie et s'oppose aux politiques occidentales allant dans ce

sens. Au contraire, la Russie de Poutine joue un rôle majeur en Syrie, où les chrétiens sont majoritairement orthodoxes et où elle dit les protéger. Rien que pour cela, il faut dialoguer avec elle. C'est dans ce cadre qu'il faut aussi inscrire la rencontre historique de François avec le patriarche Kirill de Moscou en février 2016 à La Havane.

Enfin, soulignons le fait que le nonce apostolique à Damas ne quitta pas sa nonciature durant la guerre. Créé cardinal afin de souligner l'importance, pour l'Église catholique, d'en finir avec ce conflit, Mgr Zenari est un des rares ambassadeurs occidentaux à Damas. Notons que les nonces restent toujours sur place, quelles que soient les circonstances. Ils ne partent que s'ils sont chassés.

Conclusion

Il n'y a pas de doute que le Saint-Siège joue un rôle pour la présence chrétienne au Moyen-Orient. On peut même légitimement douter qu'il existe de nos jours une diplomatie qui déploie autant d'efforts en sa faveur. Cependant, au vu des mutations très rapides et peu favorables aux chrétiens du Moyen-Orient durant ces dernières décennies, une question fondamentale ne cesse de s'imposer à tout observateur averti de cette région du monde : la diplomatie du Saint-Siège et les efforts des communautés locales pourraient-ils occasionner un véritable renouveau au sein des communautés chrétienne en Orient ? Ou au moins, une préservation de certains acquis positifs que ces communautés possèdent encore sur les plans de la culture, de la politique, de l'économie ou de la démographie ? Les années à venir seront probablement porteuses de réponses qu'une multitude d'hommes et de femmes espèrent positives.

